L'Église russe s'étonne de la politique à double standard des autorités britanniques envers les symboles publics

L'Église orthodoxe russe exprime son étonnement devant la loyauté dont font preuve les autorités britanniques, qui viennent d'interdire le port de la croix au travail, envers les symboles, religieux ou non, des autres religions.

« Cette décision des autorités de Grande-Bretagne ne manque pas d'alarmer, en particulier si l'on tient compte de l'existence d'autres tendances visant à l'émancipation des instincts humains dans la société européenne d'aujourd'hui. Pourquoi donc en Grande-Bretagne la démonstration publique de son appartenance à la culture gay est-elle normale tandis que le port d'une petite croix de baptême ne l'est pas ? Il existe en effet toute une symbolique liée à la culture gay, mais essayez donc de renvoyer quelqu'un qui reventique ouvertement son orientation sexuelle. Il criera naturellement au scandale et obtiendra probablement son réembauchage. En quoi les antiques symboles chrétiens sont-ils dangereux ? Qui offensent-ils ? » a déclaré le 13 mars Vladimir Legoïda, président du Département synodal d'information. Le traitement réservé aux sikhs est un autre exemple de double standard dans la politique du gouvernement britannique. Suivant le représentant de l'Église, les sikhs, y compris ceux qui servent dans la police londonienne, ont officiellement le droit de porter le turban, l'un des symboles du sikhisme.

Pour lui, la décision des autorités britanniques est « un signal très alarmant ». Si ce signal, suivant V. Legoïda, signifie l'impossibilité de toute démonstration publique d'appartenance au christianisme, « qui peut affirmer que les autorités ne diront pas demain « Vous pouvez laisser l'inscription "église une-telle", mais enlevez les croix, pas seulement celles de la coupole, toutes les représentations de la croix ». On ne peut appeler cela autrement qu'une manifestation de christianophobie, dont les exemples sont de plus en plus fréquents dans le monde moderne.

Par ailleurs, suivant le représentant du Patriarcat de Moscou, cette situation, « démontre à l'évidence que l'Europe rejette ses racines et son identité chrétienne ».

« Et si nous parlons de liberté de conscience, pourquoi sommes-nous confrontés à des restrictions ? Si dans une société civilisée la démonstration publique et pacifique de son appartenance religieuse est impossible, on peut se poser la question de la nature de cette société. Cela revient à dire que tous les discours et les appels à la tolérance sont vides de sens, puisque nous ne pouvons pas vivre en bon

voisinage sans perdre notre identité ? », a remarqué V. Legoïda.

Selon lui, l'essence du problème réside dans « l'idée imposée avec force que la religion est exclusivement une affaire privée ».

« Ceci me semble une erreur, car la religion n'a jamais été dans l'histoire uniquement une affaire personnelle. Mais, tout en étant incontestablement une affaire très privée, elle a toujours eu une dimension publique. Dans le cas contraire, nous obligeons la personne à laisser sa foi à l'église ou à la réduire au cercle familial étroit, nous ne lui permettons pas de motiver de sa foi ses actes sur le terrain public. C'est pourtant absurde », estime-t-il.

Source: https://mospat.ru/fr/news/54410/